

# LE FLN PRÉPARE ACTIVEMENT LA PROCHAINE ÉLECTION SÉNATORIALE

# Éviter à tout prix la débâcle de 2006

**La direction du Front de libération nationale prépare activement les élections sénatoriales prévues pour le mois de décembre prochain. Abdelaziz Belkhadem veut à tout prix éviter la débâcle subie en 2006. L'enjeu politique est considérable : le renouvellement partiel du Conseil de la nation interviendra quelques semaines avant la tenue du 9<sup>e</sup> congrès du FLN.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Réunion au sommet mercredi dernier au siège de l'appareil du parti. Abdelaziz Belkhadem et Abdelaziz Ziari ont rencontré, durant deux heures, les chefs de structures parlementaires du FLN. Principal point à l'ordre du jour : la préparation du renouvellement partiel du Conseil de la

nation qui aura lieu vers la fin du mois de décembre 2009.

Les membres du secrétariat exécutif du Front de libération nationale, à leur tête Abdelaziz Belkhadem, tentent de prendre de l'avance afin de pouvoir gérer l'organisation de cette importante échéance.

Sauf que la tâche s'annonce ardue, vu l'état de déliques-

cence de cette formation. Quatre ans après la tenue du «8<sup>e</sup> congrès bis», le FLN reste sérieusement déstructuré sur le plan organique. La direction ne parvient toujours pas à renouveler l'ensemble de ses structures locales. Une situation que subissent de plein fouet les militants de base mais aussi un grand nombre d'élus des Assemblées populaires communales et des Assemblées populaires de wilaya.

Ces derniers sont totalement livrés à eux-mêmes. Et c'est justement envers ces élus que sont dirigées les actions de «sensibilisations» du secrétaire général de l'instance exécutive du FLN. A ce titre, Belkhadem a présidé ce week-end, à Bordj-Bou-Arréridj, la première «réunion régionale de coordination et de consultation».

L'objectif est clair : la direction du parti doit impérativement imposer le principe d'un candidat FLN pour chaque wilaya et éviter que certains élus locaux ne se présentent en qualité «d'indépendant», comme ce fut le cas lors des sénatoriales de 2006. Lors du dernier renouvellement partiel du Conseil de la nation, cette formation n'avait remporté que 28 sièges alors qu'elle était majoritaire dans les Assemblées locales. A titre indicatif, le FLN, qui disposait de 105 élus dans la wilaya de Laghouat avait perdu l'élection face au MSP qui n'avait que 24 élus ! Même le siège de la wilaya de Djelfa, berceau du «mouvement de redressement», avait échappé au parti de Belkhadem. Dans un premier temps, le patron du FLN avait tenté de minimiser cette déroute. Puis, dans un second

temps, il feindra de sévir contre ceux qui se sont adonnés «à la corruption politique» en les menaçant de les déférer devant la commission de discipline du parti. Finalement, aucun d'entre eux ne sera inquiété, et les sénateurs déso- béissants seront admis quelque temps plus tard au sein du groupe parlementaire FLN du Sénat. Alors, Belkhadem réussira-t-il à mettre de l'ordre dans sa maison ? Pas si sûr, et cela pour deux raisons essentielles : ni lui ni aucun autre membre de la direction n'ont une réelle auto- rité sur les élus locaux.

Les canaux de communica- tion entre Hydra et l'ensemble des structures sont hors servi- ce depuis 2004. Plus important encore, il est certain qu'un nombre important d'élus ambi- tionnent de décrocher un siège

au Conseil de la nation. Un statut de privilégié avec les 30 millions de centimes d'indemni- té, un mandat de 6 ans (au lieu de 5 pour les députés) et de nombreux autres avantages.

Donc, il faut s'attendre à de nouvelles «candidatures indé- pendantes» lors des pro- chaines sénatoriales. Belkhdem risque gros car le renouvellement partiel du Sénat interviendra quelques semaines avant la tenue du 9<sup>e</sup> congrès du parti. L'épreuve des sénatoriales pourrait être fatale pour Belkhadem qui espère, sans nul doute, garder son poste de secrétaire général de l'instance exécutive du FLN.

A moins qu'il ne continue à bénéficier de la protection de Abdelaziz Bouteflika, actuel président d'honneur du Front de libération nationale.

T. H.

ORAN

30 harraga secourus dont deux femmes

La série des tentatives de «harga» pour une traversée périlleuse de la mer a repris de plus belle en faveur de l'été. Ainsi, nous apprenons que dans la nuit de jeudi à vendredi, à 1 h du matin, un groupe de 30 personnes, tous algériens, parmi lesquelles se trouvaient deux femmes, avaient embarqué pour tenter l'aventure. Toutefois, et après quelques heures de navigation, leur embarcation est tombée en panne.

Selon nos sources, un voilier de passage les aurait retrouvées et aurait ainsi donné l'alerte. De suite, les gardes-côtes se sont mis à leur recherche et ont fini par les intercepter dans l'après-midi de ce vendredi à 16 milles au nord d'Oran.

Vers 16 h, ils étaient toujours en mer et n'avaient pas encore regagné la terre ferme. Toutefois, on nous signale que les 30 harraga se portent bien.

Amel B.

## SELON KARIM TABBOU Une démarche punitive est déclenchée contre le FFS à Ghardaïa

Une démarche «punitiv» est déclenchée contre le FFS à Ghardaïa, selon le premier secrétaire national de ce parti, Karim Tabbou qui a indiqué que 17 militants de cette formation ont reçu des convocations de la police locale.

L'intervention médiatique récente du ministre délégué aux Collectivités locales, Daho Ould-Kablia, à propos des événements de Berriane dans la wilaya de Ghardaïa, n'a pas manqué de faire réagir le premier secrétaire national du Front des forces socialistes.

En marge d'une conférence sur la crise de l'université algérienne, Karim Tabbou a déploré l'action «pyromane» de ce ministre et, partant, de l'administration locale. Selon ce responsable du FFS, une «démarche punitive» est enclenchée contre le FFS dans la capitale du M'zab.

A ce propos, Karim Tabbou a indiqué que 17 militants de sa formation à Ghardaïa, dont 7 sont membres des Assemblées populaires communales et de wilaya, ont reçu des convocations policières pour «enquête». Une implication judiciaire de ces élus pouvant amener leur suspension au niveau des assemblées, une suspension avalisée par l'administration et les majorités locales.

Le motif de cette démarche, Karim Tabbou l'a lié à l'action du FFS local, en termes de sensibilisation et de mobilisation de la société, travail d'investigation et contribution au développement d'une réelle réactivité populaire. Ce qui «dérange», selon le premier secrétaire national du FFS qui a relevé le rôle des notables locaux «aux ordres».

Pour Karim Tabbou, la «logique de tout détruire à défaut de tout contrôler» que les pouvoirs publics privilégient de plus en plus ne doit pas constituer un facteur inhibant.

A contrario, le FFS poursuivra, selon son représentant, sa quête d'une alternative globale effective et crédible, le ressourcement sociétal et l'impulsion d'une autonomisation sociale réelle. Cela se traduisant par la constitution, à terme, d'un mouvement national des jeunes, «actif et puissant» et appuyé par le FFS.

A ce propos, Karim Tabbou a indiqué que près de 3800 jeunes sont déjà inscrits au niveau de son école de formation, un nombre appelé à doubler rapidement, annonçant la tenue prochaine d'assises de jeunes.

Comme il est question de l'ouverture et du soutien au mouvement associatif et syndical, le FFS prévoyant la tenue d'un second forum des maires et d'un forum consacré aux libertés syndicales. Ainsi que l'engagement d'une démarche de jumelage entre des municipalités algériennes et étrangères.

Chérif Bennaceur

## MILOUD CHORFI À TIZI-OUZOU : «Pas d'université d'été pour le RND»

**Le RND n'organisera pas d'université d'été. Ce rendez-vous organique estival auquel se préparent bon nombre de formations politiques nationales, en prévision de la rentrée politique de septembre prochain, n'est pas à l'ordre du jour chez le parti du Premier ministre qui a opté pour l'organisation de rencontres estivales de proximité.**

C'est ce qu'a indiqué le porte-parole officiel du RND, Miloud Chorfi qui était dans la matinée de jeudi dernier, à Tizi-Ouzou où il a présidé, en compagnie des responsables de wilaya du parti, une réunion du conseil de wilaya élargie aux élus et aux responsables locaux du parti. En lieu et place de ce genre de rencontre, le RND a prévu l'organisation de rencontres régionales, avec un ciblage particulier pour les jeunes, sous le thème «les jeunes et l'emploi». Avec cinq ren-

contres régionales au programme centrées sur les préoccupations de la jeunesse, ce parti partenaire avec le FLN de Belkhadem et du MSP d'Aboudjerra Soltani au sein de l'Alliance présidentielle, donne, visiblement, le ton sur ses intentions de vouloir, comme à ses habitudes, ratisser large. Bien plus, ce parti né des entrailles du pouvoir veut prendre ses devants face au grand chambardement politique que beaucoup disent imminent, dès la rentrée politique de l'automne prochain, avec l'intention prêtée au frère cadet du président de la République de créer un parti politique. Et si jamais cesdites intentions deviennent réalité, la formation politique qui pourrait ainsi voir le jour provoquerait, non seulement une recomposition des alliances partisans tissées autour du président de la République, mais une sorte d'appel d'air qui entraînerait une migration organique qui profiterait au nouveau-né sur la scène politique. Jeudi dernier, à Tizi-Ouzou,

le porte-parole officiel du RND, Miloud Chorfi était chargé, avec les responsables de wilaya du parti, d'animer le débat sur les résolutions politiques et organiques prises par le conseil national du RND, lors de sa dernière session ordinaire, les 4 et 5 juin derniers, à Zéralda. Le responsable national du parti d'Ahmed Ouyahia insistera longuement auprès des élus et cadres locaux du parti sur la nécessité de jouer leur rôle de relais au sein de la société pour vulgariser le programme d'action du gouvernement et d'aider à la réussite de ce dernier dans sa mission d'application du programme du président de la République, expliquera M. Chorfi qui reviendra sur de nombreuses questions liées à la vie politique nationale, aux engagements et options défendus par son parti, insistant sur «la stabilité organique au sein du parti et la cohésion qui anime ses militants de la base au sommet».

S. A. M.

## AHMED BENABDESLAM SUCCÈDE À DJAHID YOUNSI À LA TÊTE DU MOUVEMENT EL ISLAH

# L'alternance au pouvoir «consacrée»

**La cérémonie de passation de consignes entre l'ancien et le nouveau secrétaire général du mouvement El Islah, respectivement Mohamed Djahid Younsi et Ahmed Benabdeslam, s'est déroulée jeudi au siège national du parti à Alger. Pour les deux responsables de la formation islamiste, «c'est le principe démocratique de l'alternance au pouvoir qui est ainsi consacré».**

**Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)** - «C'est un exemple que nous donnons à tous les partis politiques qui appellent dans leurs discours à une alternance au pouvoir sans que cela soit consacré dans leur propre formation», a d'emblée estimé l'ex-secrétaire général Mohamed Djahid Younsi dans son discours.

Visiblement ému, l'ex-candidat à la présidentielle d'avril 2009, sous les couleurs du Mouvement pour la réforme nationale (MRN), a souligné l'importance de cette journée qui «consacre une habitude démocratique hautement symbolique qui est l'alternance pacifique et fraternelle aux postes de responsabilités».

Une pratique démocratique qui, malheureusement, reste «absente dans nos formations politiques qui se réclament du camp des défenseurs de la démocratie». «L'alternance aux

postes de responsabilités doit être érigée en une tradition dans les formations politiques qui doivent également consacrer le dialogue démocratique comme un principe dans leur mode de fonctionnement» note encore Djahid Younsi.

Il en veut, pour preuve, la situation désastreuse de nombreuses formations politiques que seuls «les scissions, les dissidences, l'implosion et autres procédés violents sont à même de provoquer le changement dans les équipes dirigeantes au sein de partis politiques, associations et organisations».

L'ancien secrétaire général d'El Islah critiquera dans la foulée, «les partis politiques qui refusent l'alternance au pouvoir et appelle en même temps à un changement au sein du pouvoir». «Le renouveau c'est tous les partis qui le reconnaissent comme vertu démocratique

mais rares sont ceux qui s'y conforment», dira-t-il à ce propos. Le nouveau secrétaire général de la formation islamiste a lui aussi abondé dans le même sens en soulignant que «l'alternance à la tête d'El Islah démontre que le changement peut se faire pacifiquement sans avoir à recourir à la dissidence, aux mouvements de redressement, à la violation de la Constitution, aux coups d'Etat et autres procédés violents propres aux pays arriérés».

«Dans deux ans au plus, je céderai ma place à mon successeur» dira Ahmed Benabdeslam. Car, conformément aux statuts du MRN, le

secrétaire général est élu pour un mandat d'une année renouvelable une seule fois. Déclinant les grandes lignes du plan d'action du parti dans les deux ans à venir, Ahmed Benabdeslam a soutenu que «notre formation va s'engager dans la bataille des libertés politique, syndicale et médiatique».

Il s'agit en définitive d'ériger un «parti algérien fort, capable de séduire l'élite algérienne dans toute sa composante». Il convient de noter enfin que Mohamed Djahid Younsi occupera le poste de responsable de la politique et des relations au sein du MRN.

L. M.

VACANCE DE LA PRÉSIDENTIE DU MRN

Pas de congrès extraordinaire en vue

«La vacation du poste de président du mouvement El Islah après la démission de Mohamed Boulahia, ne nécessite pas la tenue d'un congrès extraordinaire» a affirmé, hier, le nouveau secrétaire général du mouvement Ahmed Benabdeslam. «Au sein de notre formation, le titre de président est un poste honorifique et n'a aucune influence sur le fonctionnement et les activités du parti», a-t-il justifié.

L. M.